

## ***Eau et agriculture***

L'eau, l'agriculture et la sécurité alimentaire devraient davantage être des priorités du secteur de l'eau, de l'industrie agroalimentaire et des dirigeants politiques. L'enjeu est la lutte contre la faim, la sous-alimentation, l'accaparement de l'eau, le partage inéquitable et les solutions contre-productives. Comment voulons-nous nourrir une population croissante et enrichir son alimentation, enrayer la perte des terres, les modèles agricoles dominants mortifères, ainsi que les impacts sociaux et environnementaux négatifs ?

Ces questions seront abordées par des organisations du Nord et du Sud : associations d'agriculteurs, ONG, syndicats, partis politiques et chercheurs venant de quatorze pays. Les intervenants exposeront les luttes et les solutions devant être traduites en plaidoyers et en actions concrètes.

Jeudi 15 mars, 10 h – 12 h 30, Dock des Suds B

### ***Droit à l'eau et à la sécurité alimentaire, internationalisation des luttes locales et autonomisation des acteurs locaux***

*L'industrie agroalimentaire se développe et prend le contrôle des ressources hydriques, en achetant le droit d'exploiter ces ressources et le sol. Ce phénomène va provoquer et provoque déjà une lutte pour l'eau opposant ceux qui voient se réduire leur droit à l'eau et l'industrie agroalimentaire qui accumule cette eau.*

*Nous allons présenter et défendre de réelles solutions pour une agriculture, une alimentation, une gestion de l'énergie et de l'eau résilientes, fondées sur la justice. Ceci devrait faire prendre conscience du fait qu'une gouvernance équitable et écologiquement durable de l'eau est essentielle pour assurer non seulement le droit à l'eau, mais également la justice climatique et le droit à l'alimentation.*

*Une telle gouvernance passe par l'autonomisation des parties prenantes locales et la promotion de l'investissement public dans les pratiques agricoles écologiques respectueuses de l'eau et du climat, qui sont centrales pour garantir le droit à l'eau et à la sécurité alimentaire au niveau individuel et familial. Les solutions conventionnelles couramment proposées dans le domaine de l'eau et du climat, promues par le Forum mondial de l'eau, sont fondées sur la technologie et l'instrumentalisation économique. Elles ne feront que maintenir et renforcer la gestion industrielle de la production alimentaire, de l'énergie et de l'eau, en accroissant encore les inégalités. Ces fausses solutions mettront le droit à l'eau entre les mains de la poignée d'acteurs puissants de l'agroalimentaire, privant encore davantage de ce droit les habitants (généralement pauvres) des zones rurales.*

***Animateur : Jerry van den Berge (EPSU)***

***Shiney Varghese (IATP) - Rutgerd Boelens – Jeroen Vos (WUR)***

Jeudi 15 mars, 13 h – 15 h 30, Dock des Suds B

***Politique agricole, utilisation et partage de l'eau - Agriculture productiviste et crise de l'eau : les politiques de la PAC et du libre-échange vis-à-vis des pays émergents***

*Alors que le changement climatique modifie aujourd'hui le cycle de l'eau de manière conséquente, les politiques agricoles européennes demeurent inchangées et fondées sur le rendement. Le transport de l'eau (et le concept d'« eau virtuelle ») doit également être examiné, afin de prendre conscience du fait que les pays industrialisés importent de l'eau des pays en développement et d'Afrique. La fabrication de nombreux produits nécessite de grandes quantités d'eau et l'importation de ces produits met en péril l'équilibre écologique de ces pays. L'agriculture industrielle pour la production des agrocarburants est significative à cet égard. Nous devons œuvrer au protectionnisme universaliste et écologique, en s'inspirant de la Charte de La Havane de 1948, qui devait instituer l'Organisation internationale du commerce. Elle se fonde sur la coopération entre les Etats, et non sur la concurrence, qui est le principe essentiel de l'OMC et du libre-échange qu'elle défend.*

***Animateurs : Marie-Lou Benoit (M'PEP) et Via Campesina***

Vendredi 16 mars de 10h à 12h30, Dock des Suds B

***Le droit à l'eau et à la sécurité alimentaire, luttes et plaidoyers***

*L'eau est un bien commun qui est accaparé par certains usagers politiquement plus forts. Comment de petits exploitants affrontent ce problème et résistent ? Qui se fait leur défenseur ? Qui les aide ? Que pouvons-nous faire ? Message politique. Adopter une approche fondée sur le droit dans les politiques de l'eau, de l'agriculture et du climat, nationales et internationales, qui soutiennent des pratiques agro-écologiques. Protéger les droits humains des femmes et reconnaître l'implication des femmes dans l'agriculture. S'assurer que les voix des petits exploitants et des groupes autochtones sont au centre de la réforme de la politique. Les implications pour la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau de groupes vulnérables doivent faire partie de toutes les solutions mondiales, régionales et nationales pour la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau.*

***Animateur : Hatim Issoufaly (CCFD)***

**Alou Hamadoun Cisse - Arze Glipe - Ernesto Chura - Frédéric Apollin (AVSF) - Shiney Varghese (IATP)**

Vendredi 16 mars de 13h à 15h30, Dock des Suds C

***Gestion locale et démocratique de la souveraineté sur l'eau et l'alimentation***

*L'eau est un bien commun qui est équitablement partagé par les règles que les usagers locaux se donnent à eux-mêmes. Comment font les petits exploitants quand ils affrontent d'autres usagers plus forts politiquement ? Plusieurs témoignages prouvent que oui, ils peuvent.*

*Message politique. Les petits exploitants doivent s'organiser eux-mêmes et négocier avec les autres usagers pour partager l'eau équitablement. L'autorité de bassin fluvial et les décideurs politiques doivent reconnaître le droit des petits exploitants à gérer l'eau localement et les faire participer.*

***Animateur : Céline Allaverdian (GRET)***

**Hugo Vinuesa - Sheelu Francis - Yim Boy - Sophak Seng - Brigitte Lebioda - Thierry Ruf - Mélanio Huamani Damian (comunidad de Andamarca)**

Vendredi 16 mars de 15h30 à 18h, Dock des Suds E

***Politique agricole, utilisation et partage de l'eau : Conditions d'utilisation, préservation de l'eau, spécialisations régionales***

*Si l'eau est essentielle pour la production agricole, dans bien des parties de l'Europe, le niveau élevé de consommation par le secteur agricole place le problème de l'eau au cœur de conflits d'usage. Cependant, tous les agriculteurs n'ont pas accès ou n'utilisent pas l'irrigation. Dans ce contexte, la question de l'attribution de la ressource entre les différents usages et de la hiérarchie des priorités est soulevée.*

*Les politiques agricoles ont souvent mené à la spécialisation des exploitations et des régions. Les solutions technologiques proposées sont souvent des impasses. Une reconsidération du système de production est obligatoire pour se diriger vers des modèles plus durables et plus agro-écologiques qui placent l'agronomie comme une préoccupation centrale.*

*Comment utilisons-nous l'eau ? Pourquoi ? Quelle gestion de l'eau ? Quel type d'agriculture voulons-nous ?*

***Animateurs : ?? (Confédération Paysanne) - ?? (MNLE)***